

Le Monde

Economie

Opinions et stratégies, acteurs et entreprises

Zone euro

Le remède va-t-il tuer le malade ?

- Face à la crise de la dette, le pacte pour l'euro impose des efforts accrus de rigueur budgétaire, sociale et salariale
- Conjuguée à une monnaie surévaluée, l'austérité risque d'aggraver la situation économique des pays fragiles



L'ironie de l'histoire s'est invitée au sommet européen des 24 et 25 mars. Celui-ci devait mettre un point final à la défiance envers les dettes souveraines des pays fragiles de la zone euro. Au

Dossier

même moment, cependant, le gouvernement portugais est tombé à la suite du rejet d'un quatrième plan d'austérité par le Parlement. Des élections sont convoquées au moment où l'Etat doit refinancer

7 milliards d'euros de dettes d'ici à fin juin et où il refuse l'assistance européenne et celle du Fonds monétaire international (FMI).

Malgré la potion amère servie à ses citoyens, le déficit public du Portugal a dérapé en 2010 et affiché un niveau de 8,6 % de son produit intérieur brut (PIB) au lieu des 7,3 % promis. L'Etat doit emprunter à plus de 8 %, que ce soit à cinq ans ou à dix. Pour seulement réussir à stabiliser sa dette à 100 % du PIB, il faudrait que le pays réussisse à conjuguer, à partir de 2013, une croissance de 3 %, un excédent

budgétaire (hors charge d'intérêts) de 3 % et qu'il paie un taux d'intérêt limité à 6 %, selon les calculs d'ING...

Que faire ? Le secours financier mis en place pour les pays fragiles sera pérennisé par un Mécanisme européen de stabilité (MES) permanent, à partir de 2013. L'Irlande, qui a annoncé, jeudi 31 mars, que quatre de ses banques avaient besoin d'une nouvelle recapitalisation de 24 milliards d'euros, pourra puiser dans l'enveloppe de 85 milliards d'euros de financement négociée en novembre 2010

avec l'Union européenne et le FMI.

Mais le paquet européen s'accompagne d'un renforcement de la rigueur budgétaire et salariale – le pacte pour l'euro – afin d'améliorer la compétitivité. De plus, la Banque centrale européenne (BCE) s'appête à relever ses taux d'intérêt, jeudi 7 avril, ce qui va soutenir le cours déjà surévalué de l'euro et va peser sur la croissance.

L'équation, de plus en plus insoluble, incite à réfléchir à un changement de cap.

Adrien de Tricornot
►►► Lire la suite page 4

Entreprise p. 3
« Des PME sous-traitantes sous influence », par Philippe Trounev

Stratégie p. 6
Michele Jolin conseille Obama sur le « social business »

Spécial jeunes diplômés p. 7 à 9
Le palmarès Universum des entreprises préférées des étudiants des grandes écoles

Jean Pisani-Ferry

Compétitivité française



Il y a maintenant une probabilité raisonnable que les crises des dettes européennes restent cantonnées à trois petits pays – la Grèce, l'Irlande et le Portugal –, qui représentent conjointement 6 % du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro. Des accrocs sont à prévoir, parce que après les efforts va venir la fatigue, et que les marchés doutent de leur capacité à rembourser leurs dettes. Mais les instruments dont les Européens se sont désormais dotés devraient permettre de gérer les chocs à venir.

Les problèmes de la zone euro ne se limitent cependant pas aux crises périphériques. Ils tiennent aussi aux relations entre les pays du Nord – au premier chef l'Allemagne –, qui accumulent les excédents extérieurs, et ceux de l'Europe médiane (France et Italie surtout), en déficit. Au contraire des pays périphériques, ces derniers n'ont pas connu de bulle du crédit. Mais leur compétitivité s'est lentement érodée : depuis 1998, dernière année avant l'euro, le solde des paiements courants de l'Allemagne s'est amélioré de six points, celui de la France s'est dégradé de cinq points, comme celui de l'Italie.

Deux raisons sont couramment données à cette évolution. La première est la faiblesse de la demande intérieure allemande. Depuis les débuts de l'euro, la consommation des ménages a progressé trois fois plus vite en France qu'en Allemagne. Cela ne peut cependant expliquer les écarts de performance sur les marchés tiers ni suffire à rendre compte du fait que les exportations françaises ont crû de moins de 3 % par an depuis 1999, contre plus de 6 % pour l'Allemagne.

La deuxième raison est le coût du travail. Mais si la rémunération des salariés français a progressé deux fois et demie plus vite qu'en Allemagne depuis 1999, les prix des exportations ont en revanche évolué de manière très similaire. Le recul français n'est donc pas le seul effet d'une concurrence par les prix.

Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut s'armer d'un microscope. Les données fines révèlent, tout d'abord, la forte disparité des appareils exportateurs, comme le montrent les travaux de Lionel Fontagné (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), Gianmarco Ottaviano (université Bocconi de Milan) et Nicolas Véron (Fondation Bruegel, Bruxelles). La France compte trois à quatre fois moins d'entreprises exportatrices que l'Allemagne. L'essentiel des ventes à l'étranger y repose sur un petit nombre d'acteurs (les mille premiers exportateurs font 70 % des ventes), quand la performance allemande s'appuie sur un tissu beaucoup plus dense.

Si la France exporte moins, c'est d'abord parce qu'elle compte moins d'entreprises, surtout de taille moyenne. Les mêmes données montrent que le nombre d'exportateurs a baissé de 15 % depuis dix ans, tandis qu'il augmentait de 20 % en Allemagne. Les groupes internationalisés ont tendance à exporter moins à partir du territoire national, parce que leur stratégie est de produire davantage là où ils réalisent leurs ventes.

►►► Lire la suite page 2

Annonces

Paroles d'expert Jeunes diplômés Page 11
Dirigeants ■ Finance, administration, juridique, RH ■ Banque assurance
■ Conseil, audit ■ Marketing, commercial, communication ■ Santé ■ Industries et technologies ■ Carrières internationales ■ Multiposte ■ Collectivités territoriales Pages 10 à 14
Consultez notre site : www.lemonde.fr



Le Monde

Compétitivité française

►►► Suite de la chronique de Jean Pisani-Ferry

Entre des grandes entreprises qui vont produire ailleurs et des entreprises moyennes trop peu nombreuses, la France souffre d'un déficit croissant d'exportateurs. C'est le cœur de son problème économique. Non qu'il faille à tout prix exporter, mais toutes les analyses montrent que les entreprises présentes sur les marchés internationaux sont plus productives, plus innovantes et paient des salaires plus élevés.

Si ce défi est désormais bien identifié, la réponse ne va pas de soi. Par tradition ou par facilité, les dirigeants politiques français ont tendance à assimiler intérêt national et prospérité des champions industriels. Ils sont donc enclins à promouvoir ces derniers en les défendant contre la politique de la concurrence européenne et en tentant d'arracher pour eux des contrats à l'exportation.

Envergue mondiale

Cette assimilation n'a cependant plus guère de fondement. Certes, une partie des éclatants profits de l'indice CAC40 revient aux résidents de l'Hexagone. Mais pour l'essentiel – et on ne peut le leur reprocher –, l'objectif stratégique de ces grandes entreprises est d'acquiescer une envergue mondiale. Il n'est pas de promouvoir le territoire national.

L'intérêt de l'économie française est en revanche de faire naître, croître et prospérer de nouvelles entreprises, quitte à ce que celles-ci bousculent les champions établis. Cela suppose qu'elles soient suffisamment rentables pour engager et maintenir des efforts d'exportation, qu'elles aient accès à des financements de croissance, au lieu de dépendre excessivement du crédit bancaire, et qu'elles aient la capacité d'investir dans la recherche et l'innovation. C'est à ce prix que l'économie française retrouvera une capacité de croissance au sein de la zone euro.

Jean Pisani-Ferry est économiste et directeur de Bruegel, centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe.
Courriel : chronique@pisani-ferry.net



L'éclairage Est-il légitime de faire supporter aux contribuables des pays débiteurs le coût des prêts irresponsables consentis par les Etats créanciers ?

Euro : une faute partagée

Par Martin Wolf

Les dirigeants européens ont-ils fait assez jusqu'à présent pour faire repartir la zone euro d'un bon pied ? Des avancées ont certes été enregistrées. Mais d'autres seront nécessaires, tant sur le plan intellectuel qu'au niveau institutionnel. Je suis persuadé que de nouvelles crises accéléreront ces réformes. Mais cela n'est en rien une certitude.

Il faut de la solidarité et de la discipline pour que des Etats souverains partagent une même monnaie. Plus différentes sont les économies impliquées et plus divergentes leurs performances, plus le besoin de solidarité est fort, et moins celle-ci est susceptible de se manifester. On en a eu la preuve. Je pensais qu'une union politique plus étroite et une plus grande flexibilité économique seraient nécessaires pour que la zone euro survive sur le long terme. Et que ce ne serait qu'en période de crise que l'on verrait si les conditions de sa survie sont réunies. La crise actuelle constitue donc un test.

«L'Europe, remarquait dans un discours récent Lorenzo Bini Smaghi, membre du directoire de la Banque centrale européenne (BCE), évolue, s'élargit, progresse sur la voie de l'intégration. Toutefois, cela ne se déroule pas selon un plan prédéfini et convenu, mais en réponse aux défis qu'elle rencontre, lesquels sont dans certains cas susceptibles de mettre en péril l'existence même de l'Union.»

La réponse apportée à la crise est un magnifique exemple des dangers et des avantages à attendre de cette approche. La crise a pris l'Europe au dépourvu. Certains avaient conscience des risques

qu'entraînaient les énormes déséquilibres internes et les prêts irresponsables aux pays périphériques. Rares, en revanche, furent ceux qui comprirent que ces éléments risquaient d'interagir avec un désastre financier mondial et de générer des crises conjuguées du système bancaire, de la dette souveraine et de la compétitivité au sein de la zone euro.

Face à ces périls, les dirigeants ont innové de manière spectaculaire. En moins d'un an, ils ont approuvé, en collaboration avec le Fonds monétaire international (FMI), un plan de sauvetage de la Grèce de 110 milliards d'euros, créé un Fonds européen de stabilité financière (FESF) doté de 440 milliards d'euros, décidé d'amender le traité de Lisbonne pour pouvoir mettre en place un mécanisme perma-

Berlin doit expliquer à ses citoyens que, en aidant les pays périphériques, ils sauvegardent leur propre épargne

ment de sauvetage, amendé le pacte de stabilité et de croissance afin de renforcer la discipline financière et créé un nouveau système de surveillance macroéconomique!

L'Allemagne a accepté des idées que ses citoyens abhorrent. Les pays en difficulté ont accepté une austérité que leurs citoyens abhorrent. Tout cela a suscité maints remous et déclenché force hurlements. Mais le spectacle continue.

Pourtant, même si elle a beaucoup progressé, la zone euro n'est pas encore allée suffisamment loin. Trois défis se posent à elle.

Tout d'abord, ses dirigeants

n'ont pas créé un régime capable d'éviter et, éventuellement, de gérer les crises potentielles. Certes, des accords ont été dégagés dans des domaines importants. L'un concerne la volonté de contrôler et de promouvoir la compétitivité, en particulier sur les marchés de la main-d'œuvre. Sans flexibilité de ces marchés, une monnaie commune ne peut fonctionner.

Un autre accord concerne l'attention portée à la durabilité budgétaire à long terme. Un autre est la décision de légiférer en matière de résolution bancaire. Un autre encore devrait accoucher d'un projet de surveillance de l'endettement des banques, des ménages et des entreprises non financières.

Toutefois, de larges failles subsistent. La principale d'entre elles est le refus de reconnaître le lien

entre les excédents extérieurs des pays du centre et la fragilité financière de la périphérie. On accorde une attention excessive au manque de discipline budgétaire, qui n'a pourtant pas été la cause des crises espagnole et irlandaise.

Par ailleurs, le plus gros défaut du projet de mécanisme permanent de stabilité européenne est que ses ressources – 500 milliards d'euros au total – seraient insuffisantes pour gérer des crises de liquidités dans les principaux pays. De surcroît, comme l'a également fait remarquer Wolfgang Münchau, éditeur à *Financial Times*, cet

te réserve est tributaire de pays qui pourraient eux-mêmes devoir être sauvés.

En deuxième lieu, personne ne sait si les pays aujourd'hui en difficulté seront en mesure de surmonter leur crise à un coût politique acceptable. Ils ont à peine amorcé ce qui promet d'être un long et douloureux processus d'ajustement. Aujourd'hui, la Grèce, l'Irlande et le Portugal constatent que leurs possibilités d'accès aux marchés financiers sont d'un coût prohibitif. Nul ne sait quand ni comment ils pourront à nouveau y accéder. Pourtant, il n'existe aucune alternative facile aux épreuves qui les attendent. Les pays en difficulté enregistrent de gros déficits budgétaires primaires (avant paiement des intérêts). Aussi, la seule restructuration de la dette n'est pas la panacée.

La question se pose aussi de savoir si les pays en difficulté peuvent recouvrer leur compétitivité sans rendre encore plus ingérable leur dette libellée en euros. Pour l'instant, les deux pays susceptibles de parvenir à s'ajuster et à sortir du bourbier semblent être l'Espagne et l'Irlande. Mais de nouvelles crises politiques et économiques ont toutes les chances de se produire.

En troisième lieu, la zone euro n'a pas réussi à trancher le nœud gordien liant la crise budgétaire à la crise financière. L'opinion dominante, aujourd'hui, est que les principaux créanciers des banques devraient être indemnisés, tandis que les gouvernements doivent éviter de restructurer leurs dettes. Cette combinaison est le plus mauvais moyen de faire supporter le coût des prêts irresponsables du passé aux contribuables des pays dont

les secteurs privés ont inconsidérément emprunté.

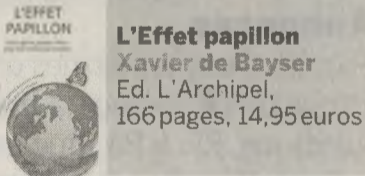
L'Union est aussi, hélas, une « union de transferts ». Or ces transferts ont eu lieu il y a des années, à l'époque où les prêts en question ont été accordés. Il serait utile – et honnête – de la part du gouvernement allemand et de ceux des autres pays créanciers d'expliquer à leurs citoyens que, en venant à la rescousse des pays périphériques, ils sauvegardent leur propre épargne. La seule alternative serait de passer leurs prêts par pertes et profits, et de recapitaliser directement leurs banques. Le reconnaître serait admettre que leur politique passée a été erronée. Cela serait sans aucun doute utile.

Allons plus loin, en admettant que les erreurs commises tant par les vertueux que par les pêcheurs pourraient être une condition nécessaire pour accroître la volonté politique de renforcer le système. D'immenses défis se profilent encore à l'horizon. Il serait plus facile de croire qu'ils seront surmontés si chacun reconnaissait sa part de responsabilité dans le désordre actuel. Aussi bien ceux qui ont prêté de manière stupide que ceux qui ont stupidement emprunté.

Comme l'a remarqué Christine Lagarde, la ministre des finances française, « il faut être deux pour danser le tango ». Le tango européen est diaboliquement complexe, mais le bal continue. Et il continuera tant que les danseurs continueront à vouloir rester enlacés. ■

Cette chronique de Martin Wolf, éditeur à *Financial Times*, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times » © « FT » (Traduit de l'anglais par Gilles Berton)

Le livre Ressources naturelles



L'effet papillon, c'est le principe selon lequel de petites causes peuvent produire de grands effets. Pionnier de l'investissement socialement responsable (ISR), qui entend appliquer les principes du développement durable à la gestion financière, Xavier de Bayser est l'auteur de ce petit livre qui invite à penser différemment la problématique de l'aide au développement des pays pauvres.

Convaincu que le modèle de l'agriculture intensive et productive ne pourra répondre aux besoins d'une planète qui comptera bientôt 9 milliards d'habitants, il avance des solutions concrètes. Il relate l'histoire de trois aventures françaises de « social business » à vocation humanitaire.

Créée en 1994, la société JTS a mis au point un kit comprenant semences, bâches et outils pour cultiver un « superpotager » afin de produire des fruits et légumes en consommant quatre fois moins d'eau avec un rendement trois fois supérieur à celui d'un jardin classique. Pour combattre la déforestation en Afrique, l'organisation non gouvernementale Pro-natura a développé une technolo-

gie permettant de fabriquer du « charbon vert ». Il s'agit de récupérer des résidus agricoles afin de les brûler pour les transformer en charbon végétal. L'épandage des cendres permet ensuite de fertiliser les sols.

La dernière histoire n'est pas la moins surprenante. Les feuilles des végétaux verts contiennent en abondance des protéines, de la vitamine A et du fer, dont manquent cruellement les personnes souffrant de malnutrition. D'où l'idée du groupe coopératif France Luzerne de fabriquer des pilules à base de luzerne concentrée qui peuvent être facilement ingérées. Avec un budget de 5 euros par an et par enfant, affirme Xavier de Bayser, il est possible de vaincre la malnutrition.

Le point commun de toutes ces initiatives ? Elles visent à encourager un développement « local » en optimisant l'exploitation des ressources des pays concernés, plutôt qu'en tablant sur l'aide des pays développés. « Quand un homme a faim, mieux vaut lui apprendre à pêcher que lui donner un poisson », dit un proverbe chinois. ■

Jérôme Porier

Les acteurs de l'économie Jean-Marc Daniel Ludwig Erhard, le créateur du deutschemark

Depuis quelques mois, les sondages outre-Rhin donnent systématiquement le même résultat : la population allemande souhaiterait, à plus de 50 %, un abandon de l'euro et un retour au deutschemark (DM).

Il y a là la nostalgie, compréhensible en période de crise, des temps anciens vécus comme un âge d'or, mais aussi le souvenir bien réel de la forte croissance de l'après-guerre, dont l'une des causes fut la création réussie du DM.

Le père fondateur de la devise, et donc l'initiateur de ce qui fut appelé le « miracle allemand », est Ludwig Erhard. Né le 4 février 1897 à Fürth, près de Nuremberg, il est blessé grièvement dans les derniers combats de la première guerre mondiale, puis se lance dans des études en sciences économiques et obtient un doctorat.

Sous le nazisme, il participe à différents mouvements de résistance. C'est donc tout naturellement vers lui que les autorités américaines d'occupation se tournent en 1945 pour superviser l'organisation économique de leur zone, puis celle de la future Répu-

blique fédérale. En 1947, il préside le conseil composé d'économistes allemands qui étudie, avec les Américains, le remplacement du reichsmark (RM) par le deutschemark. Il participe simultanément aux travaux de préparation de l'application du plan Marshall à l'Allemagne (qui recevra au total 10 % de l'enveloppe).

Libéralisation des prix

Sa grande œuvre reste l'introduction du DM, le 21 juin 1948. En 1945, la masse monétaire en circulation sur le territoire de l'Allemagne occidentale est huit fois celle qui circulait dans l'Allemagne de 1936. L'inflation a fait disparaître la monnaie de la vie quotidienne. Les prix, bloqués, n'ont plus aucune réalité économique.

Erhard organise l'échange de l'ancien RM sur la base d'un taux de conversion dégressif dont la conséquence est l'annulation de 70 % de l'épargne financière. Par ailleurs, il annule la dette de l'Etat, des indemnités pour les banques et compagnies d'assurance concernées étant prévues au cas par cas. Enfin, il libère les prix, affirmant que la lutte contre l'infla-

tion doit reposer sur la politique monétaire. Pour ce faire, il doit forcer la main des Américains et des leaders de l'Union chrétienne-démocrate allemande (CDU), notamment de Konrad Adenauer, qui s'appête à devenir chancelier.

Le succès de l'opération – une croissance de 8 % en moyenne et une inflation de 2 % par an entre 1950 et 1960 – fait de lui l'immuable ministre de l'économie de la nouvelle République fédérale. Il prolonge son action de libéralisation interne en abaissant fortement les droits de douane en 1952, puis en militant, après la signature du traité de Rome, pour l'accélération de l'intégration économique au Marché commun.

Après la retraite d'Adenauer (1876-1967), il devient chancelier de 1963 à 1966. Son action est moins convaincante. Très proche des Américains, il se heurte au général de Gaulle et ne parvient pas à réduire la tension avec Moscou et les pays du pacte de Varsovie. Son départ de la chancellerie l'amène à prendre du recul, jusqu'à sa mort, le 5 mai 1977 à Bonn.

Il demeure le symbole de la rupture de l'Allemagne avec une tradi-

tion dirigiste attachée au protectionnisme. Son choix constant a été celui du libre-échange et d'une recherche de la compétitivité externe de l'économie fondée sur la productivité et la qualité des produits, et non sur la dévaluation. ■

Jean-Marc Daniel est professeur à l'ESCP-Europe.

Le Monde

Siège social : 80, bd Auguste-Blanqui
75707 PARIS CEDEX 13
Tél. : +33 (0)1-57-28-20-00
Fax. : +33 (0)1-57-28-21-21
Télex : 206 806 F

Édité par la Société éditrice du « Monde » SA,
Président du directoire,
directeur de la publication :
Louis Dreyfus
Directeur du « Monde »,
membre du directoire :
Erik Izraelwicz

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 0712 C 81975.
ISSN : 0395-2037

Pré-presses Le Monde
Impression Le Monde
12, rue M.-Gunsbourg
94852 Ivry Cedex
Printed in France